

Maîtrise d'ouvrage :



# MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'AMENAGEMENT DE TROIS CARREFOURS CYCLABLES A SOUSTONS

## REGLEMENT DE CONSULTATION

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2- PRESENTATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. LOCALISATION DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5. MISSIONS CONFIEES AU MAITRE D'ŒUVRE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6. EXIGENCES .....</b>	<b>9</b>
<b>6.1. EXIGENCES TECHNIQUES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>6.2. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 7. COMPOSITION DE L'EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8. LES CONTRAINTES.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.1. LES CONTRAINTES TECHNIQUES.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.2. LES CONTRAINTES DE SECURITE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.3. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 9. PLANNING PREVISIONNEL.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 10. CONTRAINTES ET COORDINATION .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 11. CRITERES DE SELECTION DU MAITRE D'ŒUVRE.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>

## ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

---

**La présente consultation est un marché de maîtrise d'œuvre relatif à un projet de réaménagement de 3 carrefours cyclables.**

La mission de maîtrise d'œuvre comprend :

- **Études préliminaires (EP)** : Diagnostic des infrastructures existantes et identification des contraintes, proposition de plusieurs scénarios d'aménagement en intégrant les exigences de sécurité, d'accessibilité et de cohérence avec les infrastructures existantes, enveloppe prévisionnelle du montant des travaux pour les différents scénarios
- **Avant-projet (AVP)** : Définition de la composition générale, de des dispositions, élaboration d'un calendrier de réalisation, estimation provisoire AVP du coût prévisionnel des travaux, définition des surfaces et dimensions des éléments constitutifs.
- **Projet (PRO) et du dossier de consultation de entreprises (DCE)** : Définition du projet retenu avec plans détaillés, dimensionnement des ouvrages et estimation des coûts.
- **Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)** : Rédaction des dossiers de consultation des entreprises et analyse des offres.
- **Visa (VISA)** : Validation des plans et documents d'exécution fournis par les entreprises.
- **Direction de l'exécution des travaux (DET)** : Suivi du chantier et contrôle du respect des prescriptions techniques et environnementales.
- **Assistance aux opérations de réception (AOR)** : Vérification des travaux réalisés et suivi des levées de réserves.

### 1.2. DECOMPOSITION

---

La présente consultation fait l'objet d'une décomposition en 4 tranches pour la réalisation de l'opération.

#### **TRANCHE FERME :**

- **Études préliminaires (EP)** : Diagnostic des infrastructures existantes et identification des contraintes, proposition de plusieurs scénarios d'aménagement en intégrant les exigences de sécurité, d'accessibilité et de cohérence avec les infrastructures existantes, enveloppe prévisionnelle du montant des travaux pour les différents scénarios

- **TRANCHES OPTIONNELLES 1,2 et 3 :**

- **Avant-projet (AVP) :** Définition de la composition générale, de des dispositions, élaboration d'un calendrier de réalisation, estimation provisoire AVP du coût prévisionnel des travaux, définition des surfaces et dimensions des éléments constitutifs.

**Projet (PRO) et du dossier de consultation de entreprises (DCE) :** Définition du projet retenu avec plans détaillés, dimensionnement des ouvrages et estimation des coûts.

- **Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) :** Rédaction des dossiers de consultation des entreprises et analyse des offres.
- **Visa (VISA) :** Validation des plans et documents d'exécution fournis par les entreprises.
- **Direction de l'exécution des travaux (DET) :** Suivi du chantier et contrôle du respect des prescriptions techniques et environnementales.
- **Assistance aux opérations de réception (AOR) :** Vérification des travaux réalisés et suivi des levées de réserves.

### **1.3.**      *MODE DE PASSATION*

---

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du Code de la Commande Publique, selon une procédure adaptée.

### **1.4.**      *TYPE ET FORME DU MARCHE*

---

Il s'agit d'un marché ordinaire de maîtrise d'œuvre.

### **1.5.**      *2.4. DELAI D'EXECUTION*

---

Le délai d'exécution des prestations figure à l'acte d'engagement.

## ARTICLE 2- CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### **2.1 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

---

Le délai de validité des offres initiales est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

---

Le groupement de maîtrise d'œuvre devra prendre la forme d'un groupement solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

## 2.3 – VARIANTE

---

Les variantes ne sont pas autorisées.

# ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

-

### **Obtention du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable exclusivement sur le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>.

Afin d'être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier ou de recevoir des documents complémentaires, les candidats sont invités à s'identifier sur le profil d'acheteur en indiquant un nom et une adresse e-mail fiable. Le pouvoir adjudicateur pourra ainsi entretenir de façon certaine une correspondance électronique. Il appartient à l'opérateur économique de relever régulièrement son courrier électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### **DOCUMENTS A PRODUIRE :**

#### **Pièces de la candidature :**

##### Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Formulaire DC1 ou équivalent : lettre de candidature mentionnant l'identité du candidat, sa forme juridique et les pouvoirs de la personne habilitée à l'engager et déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L 2141, L 2341, L 3123 et L 3124 du Code de la Commande Publique

##### Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Formulaire DC2 ou équivalent : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du présent marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles économique.

##### Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
<ul style="list-style-type: none"><li>- Liste des principales prestations en lien avec l'objet du marché effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.</li><li>- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années</li></ul>

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

Libellés
<p>L'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé avec en annexe :</p> <p>Une décomposition de la rémunération provisoire par intervenants et par éléments de mission.</p> <p>Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du maître d'ouvrage.</p>
<p>Le mémoire technique décrivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Une note de synthèse présentant les premiers enjeux identifiés</li><li>- La méthodologie opérationnelle spécifique au projet (2 feuilles maximum)</li><li>- Le planning prévisionnel correspondant</li><li>- La composition de l'équipe décrivant le rôle de chacun des intervenants (2 feuilles maximum). Les CV seront mis en annexes</li><li>- 3 à 5 fiches références illustrées pour des travaux similaires</li></ul>

## ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Seule la transmission électronique des offres est autorisée. Les plis papier ne seront pas acceptés.

Les candidats déposent leur candidature et leur offre par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent document.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis sur support papier ou par voie dématérialisée. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Soustons  
Mairie  
9 place de l'Hôtel de Ville  
40140 SOUSTONS

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans les formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats seront informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

La date et l'heure limites de réception sont appréciées au regard de la date et de l'heure de réception des plis sur le profil acheteur.

Les plis transmis par voie électronique seront horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite sont considérés comme hors délai.



Les candidats sont fortement incités à réaliser suffisamment à l'avance un dépôt électronique TEST préalable à leur remise des offres. Ceci permettra de vérifier les pré requis et lever les éventuels blocages internet des systèmes d'information propres aux entreprises. Le seul référentiel de temps valable pour la fin de la période de consultation est l'heure du serveur. Les offres transmises hors délai ne seront pas prises en compte. Les candidats doivent prendre leurs dispositions afin de prendre en compte le temps de transport électronique pour que leur dossier parvienne intégralement avant la date et l'heure limites de remise des offres fixées par le présent règlement.

## ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 6.1. EXAMEN DES CANDIDATURES

---

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

- Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 6.2. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

---

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-1 à L 2152-4, R 2152-1 et R 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Prix : noté sur 20 points pour 45% de la note
- Valeur technique de l'offre : noté sur 20 points pour 55% de la note
  - o Enjeux identifiés et capacité à comprendre la demande (5 points)
  - o Méthodologie (4 points)
  - o Planning prévisionnel (2 points)
  - o Composition et organisation de l'équipe et moyens (3 points)
  - o Références ciblées en lien avec la présente mission (expérience en aménagements routiers et notamment cyclables, en conception intégrée et durable) capacité à proposer des solutions innovantes, et adaptées au contexte local : minimisant l'impact sur le paysage, préservant la biodiversité, favorisant un bon fonctionnement hydraulique (6 points)
- 

### 6.3. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

---

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours ouvrés à compter de la réception de la lettre d'information au candidat retenu

## ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 7.1. ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT

---

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande, par l'intermédiaire du profil d'acheteur où le candidat a téléchargé le DCE.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 7.2. PROCEDURES DE RECOURS

---

Instance auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Pau  
Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey  
64010 Pau Cedex  
Téléphone : 05 59 84 94 40  
Télécopie : 05 59 02 49 93  
Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr  
Ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr>

#### **Précisions concernant les délais d'introduction de recours :**

- Recours pour excès de pouvoir en cas de déclaration d'anfractuosité de la procédure : Dans l'hypothèse d'une déclaration d'anfractuosité de la procédure, le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir contre cette décision, devant le tribunal administratif de Pau. Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de sa notification au candidat.

- Référé précontractuel auprès du juge des référés du Tribunal Administratif de Pau, conformément aux dispositions de l'Article L.551-1 et suivants du Code de Justice Administrative, pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché.

Référé contractuel auprès du juge des référés du Tribunal Administratif de Pau, conformément aux dispositions de l'Article L.551-13 et suivants du Code de Justice Administrative, après la signature du contrat, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché au Journal Officiel de l'Union Européenne ou

6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat si aucun avis d'attribution n'a été publié.

- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, devant le Tribunal Administratif de Pau.